

LE 19 JUIN, TOUS ENSEMBLE contre l'austérité et pour un changement de cap !

Aujourd'hui, il n'y a plus d'échappatoire possible pour les dirigeants de notre pays comme pour ceux des pays européens. La situation économique et sociale ne cesse de s'aggraver. Les salariés, les retraités et les privés d'emplois en sont évidemment les premières victimes.

La coupable est connue : c'est l'austérité que ces mêmes dirigeants ont décidé d'imposer coûte que coûte aux peuples. Ils confirment ainsi leur choix de « servir la soupe » au patronat et aux actionnaires. Peu leur importe que ce choix là soit mortifère pour le plus grand nombre. Ils n'ont qu'une obsession : réduire encore et toujours le coût du travail alors que la part versée aux actionnaires dans les richesses créées est déjà passée de 5 à 25% en trente ans.

**C'EST À CELA QU'ILS NE VEULENT PAS TOUCHER !
C'EST À CELA QU'IL FAUT S'ATTAQUER
POUR QUE LE CHANGEMENT PRENNE CORPS !**

Contrairement aux promesses de campagne électorale, les décisions du Président de la république et du gouvernement tournent le dos à la réponse nécessaire aux besoins du plus grand nombre. Elles sont imprégnées de la soumission aux exigences des marchés financiers.

Le dossier des retraites n'échappe pas à la règle. Les premiers projets qui émanent du rapport Moreau et qui filtrent des cercles gouvernementaux ne souffrent d'aucune ambiguïté. C'est une nouvelle régression sociale qui se profile.

Qu'on en juge :

- ❖ 44 annuités contre 41 annuités et demie aujourd'hui pour bénéficier d'une retraite complète ;
- ❖ alignement de la CSG des retraités sur celle des actifs. Leur CSG passerait ainsi de 6.6% à 7.5% ;
- ❖ désindexation : la réévaluation annuelle des pensions en fonction de la hausse des prix et l'inflation serait ainsi supprimée ;

Montreuil, le 4 juin 2013

Syndicat national
CGT Finances Publiques

Case 450 ou 451 •

263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr • Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

- ❖ pour les fonctionnaires, le projet pourrait sonner le glas du calcul des pensions sur les six derniers mois pour y voir substituer les dix dernières années de carrière. Cette mesure pourrait entraîner une baisse des pensions de 20 % à 25 %...

Même si tout cela garde pour l'heure le caractère d'hypothèse, le sens que le gouvernement veut donner à sa réforme est en tous cas clairement marqué du sceau de l'austérité.

La situation que les agents de la DGFIP vivent, sous les libellés de la démarche stratégique et de la MAP (modernisation de l'action publique), reprend les mêmes logiques. En plus du blocage des salaires, la poursuite des suppressions d'emplois, les simplifications, les réformes et restructurations régressives, les restrictions de crédits constituent le carnet de route de la DGFIP. La dégradation continue des conditions de vie au travail est une des conséquences criantes de ces orientations.

Dans une telle situation, le dialogue social est tout simplement vidé de son sens, ce qui légitime la décision des syndicats de la DGFIP de suspension de leur participation aux groupes de travail nationaux placés sous les fourches caudines de la démarche stratégique.

Elle s'accompagne de l'exigence de voir négocier les revendications des personnels. **La démarche des Etats généraux** ancrée sur les cahiers revendicatifs et la mise en perspective d'une grève avec manifestation nationale a pour but de donner tout le poids nécessaire à cette exigence par l'intervention massive des agents.

Quant aux projets qui se dessinent sur l'acte 3 de la décentralisation, ils n'augurent rien de meilleur quand la ministre chargée de ce dossier laisse

entrevoir un possible éclatement de la DGFIP avec le transfert d'une partie de la fiscalité aux collectivités territoriales.

Rien de ce que subissent les salariés et les agents de notre administration n'est étranger aux politiques d'austérité. C'est donc à la racine du mal qu'il faut s'attaquer. C'est bien un changement de cap qu'il faut gagner.

Gagner, oui ! Car rien ne pourra changer sans l'intervention et l'action des salariés.

Le 19 juin, veille de la conférence sociale, sous l'égide de la Confédération européenne des syndicats et autour du mot d'ordre : « contre l'austérité et pour un changement de cap en Europe », la CGT appelle les salariés à se mobiliser dans tout le pays, autour de leurs revendications.

**LA CGT FINANCES
PUBLIQUES APPELLE LES
AGENTS DE LA DGFIP À
PARTICIPER AUX
RASSEMBLEMENTS ET
MANIFESTATIONS QUI
SERONT ORGANISÉS
DANS LES VILLES ET LES
DÉPARTEMENTS.**

**ENSEMBLE, LE 19 JUIN, EXPRIMONS
NOTRE REFUS DE L'AUSTÉRITÉ !
A LA DGFIP AUSSI, NOUS VOULONS
UN CHANGEMENT DE CAP !**